

Unité départementale de l'Ain
Immeuble DDT
23 rue Bourgmayer
01012 BOURG EN BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 13 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CMSE

Lieux dits La Gaillarde et La Mière – D20
01360 Loyettes

Références : 20231002-RAP-S3-131-PV

Code AIOT : 0010100104

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2023 dans l'établissement CMSE (ex. CMCA) implanté aux lieux dits La Gaillarde et La Mière - D20 - 01360 Loyettes.

L'inspection a été annoncée le 22/09/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet <https://www.georisques.gouv.fr>.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CMSE (ex. CMCA)
- La Gaillarde et La Mière - D20 - 01360 Loyettes
- Code AIOT : 0010100104
- Régime : Autorisation

La société CMSE est autorisée à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires hors d'eau et en eau, sur la commune de LOYETTES, au lieu-dit « La Mière – La Gaillarde ».

L'autorisation a été accordée par arrêté préfectoral en date du 24 juin 2003, pour une durée de 25 ans.

Le rythme d'exploitation moyen autorisé est de 350 000 t/an et le rythme maximal autorisé est de 450 000 t/an.

Par arrêté préfectoral complémentaire en date du 22 novembre 2021, la société CMSE a été autorisée à réceptionner des déchets inertes dans le cadre de la remise en état du site et l'autorisation a été prolongée jusqu'au 24 juin 2033.

Dans le cadre du devenir des terrains de la carrière, un contrôle du périmètre et des puissances (épaisseur d'extraction) de la carrière a été réalisé.

Le thème de visite retenu est le suivant : contrôle du périmètre et des puissances (épaisseur d'extraction) de la carrière par relevé topographique de l'ensemble du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Épaisseur d'extraction	Arrêté préfectoral du 24 juin 2003, article 7.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le relevé topographique a été réalisé dans de bonnes conditions (moyens techniques, conditions climatiques...), par un géomètre expert, sous l'accompagnement de l'inspection des installations classées. Les résultats de ce relevé sont attendus sous deux semaines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Relevé topographique du site

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 24 juin 2003, article 7.3
Thème(s) : Situation administrative, Volumes à extraire
Prescription contrôlée : Épaisseur d'extraction et périmètre
Constats : Le jour de la visite, un géomètre-expert, de la société COSMOS Géomètres Experts, a réalisé un relevé topographique de l'ensemble du site. L'inspection des installations classées a défini le périmètre du relevé à effectuer par le géomètre et a assuré la supervision de ce relevé topographique : <ul style="list-style-type: none">• des mesures de points de contrôle et de calage lors du relevé ;• des vols effectués par drone sur l'ensemble du périmètre. L'ensemble du périmètre de la carrière a pu être topographié et les résultats seront restitués sous environ deux semaines.
Type de suites proposées : Sans suite